

des produits canadiens est si élevé que toute vente est impossible sur les marchés mondiaux. Le Gouvernement avait l'occasion de prévenir une telle hausse du prix de vente des produits canadiens en enrayant la poussée inflationniste. Il ne l'a pas fait. Il faut que les marchandises canadiennes se vendent à un prix qui puisse soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. On peut conserver le commerce et nos débouchés à l'étranger.

Le Gouvernement au pouvoir au Canada en ce moment doit accepter ses responsabilités et la population du Canada s'attend que le Gouvernement remédie aux difficultés. C'est lui qui est le premier responsable. Il faut que le Canada relève le défi de quelque façon. Nous devons rétablir notre commerce d'importation et d'exportation, si nous voulons régler le problème actuel d'une façon permanente, car nous ne réussirons pas à le rendre moins aigu tant que nous n'aurons pas rétabli notre commerce. Le simple fait que notre commerce est en danger et que nous ne pouvons écouler nos marchandises indique que quelque chose ne va pas.

A mon avis, c'est le problème le plus important que le Gouvernement a eu à résoudre depuis qu'il détient le pouvoir. Il faut maintenir nos industries d'importance économique en état de production. Le seul moyen d'assurer la prospérité, c'est de fournir de l'emploi continu, afin que les gens puissent gagner un salaire. C'est seulement lorsque les cultivateurs, les producteurs, les pêcheurs, les houilleurs et les bûcherons auront de l'emploi que nous jouirons de la prospérité au Canada.

Le Canada devra prendre des mesures énergiques afin de régler ce problème. Le sort du Gouvernement en dépend; je dirais même que c'est non seulement le sort du Gouvernement qui est en jeu mais aussi celui de la population canadienne, qui s'attend que le Parlement prenne les mesures nécessaires. Si nous n'agissons pas, c'est non seulement le Gouvernement qui s'en ressentira, mais aussi la population du Canada. La situation est si grave que le Gouvernement devrait, à mon avis, déclarer la guerre à la pauvreté, au chômage et aux pénuries au Canada. Son projet d'entreprendre des travaux publics ne résoudra pas, à mon avis le problème, même si nous y trouvons un palliatif provisoire et partiel.

Je désire féliciter l'honorable représentant d'Inverness-Richmond (M. MacEachen), qui, l'autre soir, dans un discours très savant, a exposé au Gouvernement certains faits, la plupart au sujet du programme des travaux publics, qui revêtaient une grande signification. Durant son discours, l'honorable député a parlé de la dépense d'environ 21 millions de dollars pour l'aménagement de

[M. Castleden.]

la chaussée de Canso, reliant l'île du Cap-Breton à la Nouvelle-Écosse proprement dite; il a signalé que cette dépense avait fourni du travail à tout au plus 150 ou 200 hommes.

C'est certes un signe de progrès si la mécanisation a permis d'utiliser seulement ce petit nombre d'hommes pour l'aménagement de cette chaussée. Ce chiffre ne comprend pas tous ceux qui travaillent à l'entreprise, car il faut exécuter divers autres travaux s'y rapportant, comme la fabrication d'outillage et le reste. Cependant, cela met en lumière un fait très important, savoir qu'une dépense de 21 millions à l'égard de travaux publics ne permet pas de résoudre les difficultés de chômage d'un très grand nombre de gens. Si le Gouvernement cherchait à créer de l'emploi pour environ 520,000 personnes, il devrait effectuer une dépense d'environ 67 milliards de dollars à de telles entreprises.

Dans les conditions actuelles, dès que la chaussée aura été terminée, il y aura de 200 à 400 chômeurs de plus. Ces hommes, qui gagnent présentement leur vie grâce au transbordement, à Port-Hawkesbury, chercheront aussi du travail ailleurs.

Un programme de travaux publics n'est pas suffisant. Pour nous attaquer au fond du problème, il nous faut aborder la question du commerce et il nous faut en arriver de nouveau au point où nous pourrions fabriquer des produits qui seront échangés contre les produits des autres pays et qui maintiendront en activité nos entreprises du bâtiment et nos usines. Si le présent gouvernement déclare la guerre à la pauvreté, aux pénuries et au chômage, il constatera que la population du pays ne permettra pas les choses qui surviennent lors d'une guerre véritable, telles que les contrats en régie intéressée, et elle aura l'œil bien ouvert afin de dépister les profiteurs. Il faut que le coût de la vie baisse dans notre pays en sorte que les produits canadiens puissent se vendre à des prix comparables à ceux des produits des autres pays.

Le programme immédiat devra tenir compte de la situation des 500,000 personnes qui sont actuellement en chômage et il faudra faire pour ces gens autre chose que ce qu'on fait pour eux actuellement. Il faudra avoir d'autre chose à leur dire que: "Vous feriez mieux d'aller vous chercher du travail ailleurs". Ces gens se sont établis dans leur petit coin du pays. Dans toutes les collectivités qui se sont groupées autour d'une industrie, les gens ont pour la plupart construit leurs maisons grâce au programme du Gouvernement en matière d'habitations. Ce ne sera guère une façon d'encourager ceux qui veulent acheter des maisons que de faire